

# Affaire Khashoggi : la version de Riyad ne convainc pas

## Donald Trump parle de « mensonges ». Paris, Londres et Berlin demandent des clarifications urgentes

WASHINGTON - correspondant

La version des autorités saoudiennes sur la mort du journaliste Jamal Khashoggi ne convainc guère ses alliés occidentaux à commencer par les Etats-Unis. Riyad a reconnu, dix-huit jours après les faits, la mort de Jamal Khashoggi, dans son consulat à Istanbul « après une rixe », en évoquant une « erreur tragique ». Paris, Londres et Berlin ont, dans un communiqué commun dimanche 21 octobre, souligné « l'urgence de clarifier ce qu'il s'est passé exactement le 2 octobre » soulignant d'une même voix que « les hypothèses de l'enquête saoudienne doivent être étayées par des faits ».

En pleine campagne électorale pour les élections de mi-mandat du 6 novembre, Donald Trump alterne les déclarations favorables et défavorables au régime saoudien. Après avoir jugé initialement « crédible » la version de la

**MBS « est un allié très important. Notamment avec l'Iran, c'est un bon contrepoids »**

DONALD TRUMP

mort de Jamal Khashoggi avancée par les autorités de Riyad, le président américain s'est montré plus critique. « Il y a manifestement eu tromperie et mensonges », a-t-il déclaré au *Washington Post*, le quotidien auquel collaborait le chroniqueur tombé en disgrâce auprès du prince héritier Mohammed Ben Salman, surnommé MBS. « Leurs histoires partent dans tous les sens », a-t-il ajouté, ménageant ostensiblement l'homme fort du royaume, « une personnalité forte », qui « aime vraiment son pays ». « Personne ne m'a dit qu'il était responsable. Personne ne m'a dit qu'il n'était pas responsable. Nous ne sommes pas arrivés à ce point », a estimé le président américain, évoquant la « possibilité » qu'il n'ait été informé qu'a posteriori de la mort du dissident.

### Forte pression du Congrès

Pour autant, il n'est pas question, tant que les faits n'auront pas été établis, de mettre en péril les liens stratégiques et les ventes d'armes à Riyad. « J'aimerais qu'il ne soit pas responsable. Je pense que c'est un allié très important pour nous. Notamment avec l'Iran qui mène tellement d'activités néfastes à travers le monde, c'est un bon contrepoids », a commenté M. Trump, dont le pays doit im-

poser dès le 4 novembre une nouvelle salve de sanctions très dures contre Téhéran.

Dans ses premiers commentaires sur l'affaire Khashoggi, le président avait d'abord mis en avant l'enjeu représenté par des contrats d'armement avec Riyad, assurant

vouloir privilégier l'emploi aux Etats-Unis. Le président américain est néanmoins sous une très forte pression du Congrès, y compris au sein de son propre parti. Plusieurs parlementaires de haut rang s'en sont pris au prince héritier, accusant « MBS » d'avoir commandité l'assassinat du journaliste. « Oui, je pense qu'il l'a fait », a ainsi déclaré sur CNN le sénateur républicain Bob Corker, président de la Commission des affaires étrangères du Sénat, ajoutant que « s'il a tué ce journaliste, la ligne rouge aura été franchie et il faudra qu'il en paie le prix et soit puni ». Lindsey Gram-

ham, sénateur républicain proche de M. Trump, a en outre estimé sur Fox News que la version de Riyad n'était « pas crédible du tout ». Quant à Dick Durbin, numéro deux du groupe démocrate au Sénat, il a estimé que les « plaintes digitales du prince héritier étaient partout » dans cette affaire.

Les Européens ne sont pas en reste et haussent le ton. Dans leur

communiqué commun, Paris, Londres et Berlin estiment que « des efforts supplémentaires sont nécessaires et attendus pour établir la vérité d'une manière exhaustive, transparente et crédible » et

ajoutent qu'ils se détermineront « en dernier ressort, en fonction de la crédibilité des explications supplémentaires reçues » ainsi que sur « leur conviction qu'un événement aussi indigne ne puisse plus se reproduire et ne se reproduira plus ».

En déplacement électoral dans le Land de Hesse, à une semaine du scrutin régional de dimanche prochain, la chancelière allemande Angela Merkel a déclaré qu'il n'était pas possible de procéder à des exportations d'armes vers l'Arabie saoudite dans les circonstances actuelles. Entre janvier et fin septembre, les autorités allemandes ont autorisé 416,4 millions d'euros d'exportation d'armes pour l'Arabie saoudite. L'accord de coalition avec le SPD interdit de telles ventes dans un pays impliqué dans un conflit militaire, or l'Arabie saoudite mène depuis quatre ans une sale guerre au Yémen. ■

GILLES PARIS ET  
MARC SEMO (À PARIS)

### Erdogan promet « la vérité nue »

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a annoncé dimanche 21 octobre qu'il allait révéler « la vérité nue, toute la vérité » sur le meurtre de Jamal Khashoggi lors de la réunion mardi du groupe parlementaire de son parti. Se fondant sur des vidéos et des enregistrements, les responsables turcs affirment que l'opposant a été torturé et assassiné par une équipe de quinze agents saoudiens venus spécialement de Riyad, puis démembré et décapité.

## Une thèse bancaire pour protéger le prince héritier

Trois proches de Mohammed Ben Salman ont pour l'instant été mis en cause

BEYROUTH - correspondant

Depuis la volte-face de Riyad, qui a reconnu samedi 20 octobre la mort de Jamal Khashoggi au consulat d'Istanbul, l'agence de presse officielle saoudienne (SPA) a publié une vingtaine de communiqués de soutien aux autorités du royaume. Du gouvernement koweïtien à l'Autorité palestinienne, en passant par le Parlement égyptien et la Ligue arabe, tous les alliés et obligés de l'Arabie saoudite se sont empressés de l'applaudir pour son supposé « at-

tachement à la vérité ».

Cette avalanche de félicitations contraste avec le laconisme des autorités sur le fond de l'affaire. Les deux seuls communiqués de la SPA traitant des événements d'Istanbul évoquent une « discussion » visant à convaincre M. Khashoggi de rentrer dans son pays, laquelle aurait « mal tourné », entraînant une bagarre qui a conduit à sa mort et à une « tentative » par les personnes qui l'ont interrogé de « dissimuler ce qui est arrivé ».

### « On va te droguer »

Dimanche, conscient que cette

version des faits laissait les observateurs hautement sceptiques, un haut responsable saoudien a confié à l'agence Reuters des détails supplémentaires. Selon cette source, Jamal Khashoggi, un critique très en vue du prince héritier Mohammed Ben Salman, dit « MBS », serait mort étouffé par des agents saoudiens qui tentaient de l'empêcher de crier.

D'après le haut responsable cité par Reuters, les services de renseignements saoudiens ont reçu pour ordre de « négocier le retour des dissidents de façon pacifique, ce

qui leur donne le pouvoir d'agir sans en référer à leur hiérarchie ». Dans le cas de Jamal Khashoggi, le plan les autorisait à le retenir en lieu sûr, pendant un certain laps de temps, mais demandait à le relâcher, in fine, s'il persistait dans son refus de rentrer en Arabie.

Les officiers dépêchés à Riyad, au nombre de quinze selon les caméras de surveillance turques, auraient outrepassé ces consignes, menaçant le journaliste du *Washington Post* de le ramener de force. « On va te droguer et te kidnapper », aurait déclaré l'un des membres de l'équipe au journa-

liste, après qu'il eut écarté toute éventualité de retour à Riyad. M. Khashoggi serait mort par accident, dans la mêlée qui a suivi, aux mains des agents qui tentaient de le maîtriser.

Son corps aurait été ensuite enroulé dans un tapis et confié à un « *collaborateur local* » du consulat qui s'en serait débarrassé, dit l'interlocuteur de Reuters, qui dément les allégations des autorités turques selon lesquelles le dissident aurait été torturé et démembré.

Si elle est plus riche que la première, cette nouvelle version ne

semble guère plus crédible. On peine toujours à comprendre pourquoi les services de renseignements saoudiens ont envoyé 15 hommes, dont un médecin légiste spécialiste des autopsies, pour « *négozier de façon pacifique* » le retour au pays d'un journaliste. Cette thèse particulièrement bancal paraît destinée à dédouaner Mohammed Ben Salman, l'homme fort du royaume, de toute responsabilité. Reconnaître qu'il s'agissait d'une opération d'enlèvement – et non d'une simple discussion ayant mal tourné – l'exposerait automatiquement.

Trois de ses proches ont été mis en cause pour l'instant. Le numéro deux du renseignement, Ahmed Al-Assiri, qui faisait office de conseiller militaire du prince, a été désigné comme le concepteur de la mission et relevé de ses fonctions. L'un des membres de la garde rapprochée de MBS, Maher Abdulaziz Mutreb, que des photos montrent dans son sillage lors de déplacements aux Etats-Unis et en Europe, a été arrêté avec les quatorze autres membres du commando et trois employés du consulat.

Toujours dans un souci de protéger MBS, les autorités saoudien-

nes affirment que ce colonel des renseignements a été sélectionné pour l'opération, non en raison de la confiance que lui voue le dauphin, mais parce qu'il connaissait personnellement Jamal Khashoggi. Enfin, le conseiller médias de MBS, Saoud Al-Qahtani, qui orchestrait sur les réseaux sociaux une campagne d'intimidation des opposants, a lui aussi été limogé. Sa disgrâce aura duré vingt-quatre heures : dimanche, on a appris qu'il était nommé à la tête de la Fédération saoudienne pour la cybersécurité. ■

**BENJAMIN BARTHE**